

12 TUN 5 – 12-06-11 Tunis

Laboratoiredesfrondeurs.org



<http://www.20minutes.fr/ledirect/952097/tunisie-autorites-decretent-couvre-feu-apres-emeutes>

Tunisie: Les autorités décrètent le couvre-feu après les émeutes

Mis à jour le 12.06.12 à 21h18

Le ministre tunisien de l'intérieur et de la Défense ont déclaré un couvre-feu dans la capitale et dans sept autres villes en raison d'émeutes entre les forces de l'ordre et des centaines de salafistes opposés à une exposition artistique qu'ils jugent insultante pour les musulmans.

Le couvre-feu commence à 21h ce mardi et finit à 05h mercredi et est imposé à Tunis, dans les banlieues de la capitale (Ben Arouss, Ariana et Manouba), ainsi que dans les villes de Sousse, Monastir, Djendouba et Ben Guerdane.

Le ministre de l'Intérieur, Ali Larayedh, a dit s'attendre à une poursuite des violences dans les jours à venir.

Sept policiers ont été blessés dans ces heurts, qui ont débuté dans la nuit de lundi à mardi.

Reuters

<http://www.afrik.com/article25908.html>

Tunisie : la révolte des salafistes, nuit noire à Tunis

Violences et incendies dans la capitale

mardi 12 juin 2012 / par Fouâd Harit



Des affrontements entre groupes de jeunes et de moins jeunes, dont des salafistes, ont eu lieu durant la nuit de lundi à mardi dans plusieurs faubourgs de la capitale tunisienne. Des locaux administratifs et le Palais Abdellia de La Marsa ont été attaqués. Près de quatre-vingt-dix personnes ont été arrêtées. En cause, des oeuvres artistiques jugées « blasphématoires ».

Tunis, marquée par une nuit de violences. Des groupuscules, dont des salafistes, et des Tunisiens en colère ont attaqué plusieurs locaux administratifs. Le bureau régional de la centrale syndicale UGTT à Jendouba, au Nord-Ouest de la ville, a été incendié vers 2 heures ce matin selon l'agence *TAP*, des locaux du tribunal de la cité populaire d'Essijoumi, à l'Ouest, dont le bureau du procureur de la République Amor Ben Mansour, ont également été incendiés et pillés. Des affrontements ont eu lieu entre salafistes et forces de l'ordre. Des tirs de sommation ont été tirés. Résultat, près de quatre-vingt-dix personnes arrêtées.

Ces troubles sont en parties liés à une exposition au palais Abdellia de La Marsa : « Le Printemps des Arts ». Plusieurs œuvres ont été jugées « choquantes » et « indécentes » par les salafistes et les religieux. Il s'agissait, entre autres, de tableaux représentant des fourmis qui forment le nom d'Allah (Dieu, ndlr), des caricatures de la Mecque, un homme barbu avec de longues dents ou encore le portrait d'une femme nue.

Des tensions prévisibles

La tension est montée d'un cran dimanche dernier lorsque des salafistes accompagnés d'un avocat et d'un huissier se sont rendus au Palais Abdellia de La Marsa. Ceux-ci ont ordonné aux organisateurs de retirer les toiles controversées. Les forces de l'ordre sont intervenues pour leur faire obstacle et des membres de la société civile et des personnalités politiques étaient venus « défendre la liberté d'expression et de création ».

Des menaces, mises à exécution la nuit dernière, ont été lancées à l'encontre des organisateurs ce jour-là. Même le poste de police de La Marsa a été incendié, selon un photographe de l'*Associated Press*. Une flambée de violence s'en est alors suivie dans la banlieue de Tunis. Ces faits rappellent la levée de boucliers des islamistes à la suite de la diffusion, l'année dernière sur la chaîne tunisienne *Nessma TV*, du film *Persepolis*, jugé « blasphématoire ». Le patron de la chaîne privée, Nabil Karoui, a été traduit en justice et a écopé d'une amende pour « atteinte à la morale et troubles à l'ordre public ».

La menace des salafistes

Le jeune imam énigmatique Abou Ayoub al-Tounsi, âgé de trente ans, s'est adressé dans une vidéo datant du 11 juin, aux salafistes ainsi qu'à l'ensemble des musulmans de Tunisie. Il leur a donné rendez-vous le vendredi 15 juin, après la prière, pour un « soulèvement populaire ». Il appelle ses coreligionnaires à réagir aux « atteintes répétées à l'encontre de la religion et de ses symboles sacrés ».

Il a également adressé un message au président tunisien Moncef Marzouki : « Si vous ne réagissez pas à ces images, vous faites partie d'eux ». La police aussi en a pris pour son grade. Elle, qui a défendu et protégé les artistes, est invitée à choisir entre l'un des deux camps, celui des salafistes ou celui des « mécréants ». Son dernier message, il l'a dédié au gouvernement « pseudo islamique » lorsqu'il a affirmé que ses membres ont arrêté de défendre l'islam.

Abou Ayoub est ce même imam qui avait, en 2011, appelé les salafistes à attaquer le siège de *Nessma TV* après la diffusion de *Persepolis*.

Le ministre de la Justice, Nourredine Bhiri, a, de son côté, dénoncé, sur la radio *Shems FM*, « un acte terroriste ». Il a promis que les coupables allaient « payer cher ». « Ce sont des groupes terroristes qui perdent leur sang-froid, ils sont isolés dans la société », a-t-il ajouté.

<http://www.afrik.com/breve42312.html>

Tunisie : un mort dans les émeutes de mardi

mercredi 13 juin 2012 / 14:00

Fehmi El Aouini, un jeune homme de 22 ans, est décédé mardi soir à Sousse après avoir été atteint d'une balle dans la tête lors des affrontements mardi entre groupes salafistes et forces de l'ordre, rapporte une source hospitalière. Il s'agit de la première victime mortelle depuis la vague de violences qui a secoué la Tunisie lundi et mardi. L'hôpital n'a pas été en mesure, selon l'*AFP*, de confirmer ou non sa présence aux côtés des émeutiers.

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/6/13/emeutes-tunisie-instauration-dun-couvre-feu-nocturne-204149.asp>

Emeutes en Tunisie : Instauration d'un couvre-feu nocturne

TUNIS (© 2012 Afriquinfos) – Suite à une série de violences extrêmes, un couvre-feu nocturne a été instauré dans le « Grand Tunis » et dans quatre régions du pays : Sousse, Monastir, Jendouba, et Medenine

Mercredi 13 juin 2012 | 12:43 UTC

Mardi 12 juin, la Tunisie se réveille après une nuit blanche, rythmée par de nombreux actes de vandalisme impliquant des groupes de salafistes et des casseurs qui ont pris pour cible les postes de police et les différents bâtiments administratifs dans les quatre coins du pays.

Au centre de ces affrontements violents, il y a une exposition qui s'est tenue début juin dans la banlieue nord de Tunis et dont les œuvres seraient jugées offensantes pour l'Islam.

Avec l'embrassement des cités populaires mais aussi des banlieues chics, la Tunisie a été très violemment frappée par une vague de violence : outre l'incendie d'un tribunal et les postes de polices attaqués, on compte une centaine de blessés et l'arrestation de 160 personnes.

Le couvre-feu, annoncé mardi peu avant 20h, était en vigueur de 21h à 5h du matin.

L'Etat d'urgence est toujours en vigueur depuis le soulèvement qui a abouti à la chute de Ben Ali le 14 janvier 2011.

Le gouvernement tunisien dénonce ces « actes terroristes ».

Interrogations sur la réalité des "émeutes salafistes"

13.06.2012 | Kapitalis

Le couvre-feu nocturne a été instauré dans la capitale et dans quatre autres régions après des violences attribuées aux salafistes, qui auraient protesté contre une exposition jugée offensante pour l'islam. "Ces événements, qui ont eu lieu dans la nuit du 11 au 12 juin et le lendemain, sont pour le moins étranges", estime le site d'information tunisien, citant des témoins qui n'auraient vu aucun salafiste mais plutôt des "voyous alcoolisés", accréditant l'idée que des partisans de l'ancien régime auraient manipulé des jeunes afin de déstabiliser le nouveau régime.

http://www.washingtonpost.com/world/africa/tunisia-162-arrested-in-riots-by-ultraconservative-islamists-around-the-country/2012/06/13/gJQAKGoYZV_print.html

Tunisia's leaders condemn extremists after riots by Islamists leave 1 dead, 62 injured

By Associated Press, Published: June 13

TUNIS, Tunisia — Tunisia's leaders on Wednesday condemned extremists after days of riots by radical Islamists left one man dead, injured 62 security personnel and led to more than 160 arrests.

Ultraconservative Islamists known as Salafis attacked an art gallery Sunday in a Tunis suburb for an exhibition they said insulted Islam. After security forces dispersed them with tear gas, gangs attacked police stations around the country over the next few days.

Clashes between secular groups and religious hardliners have been on the rise in recent months, but this week's violence is unprecedented and comes just two days after the terror group al-Qaida urged Tunisians to rise up against the governing moderate Islamist party Ennahda.

In the coastal town of Sousse, 22-year-old Fehmi Aouini, a university student, died of his wounds Wednesday after being shot in the head during clashes between security forces and Salafists, the Farhat Hached hospital said.

The North African nation that held its first free election last year is bracing for renewed unrest on Friday, the Muslim holy day, when conservative religious groups have called for renewed demonstrations against insults to the faith.

A joint statement Wednesday by the president, prime minister and head of parliament condemned unidentified "extremist groups" for "threatening the freedoms of Tunisia" and noted that these riots were taking place just as the country was getting back on its feet and the economy improving.

Tunisia for half a century was ruled by a secular dictatorship that fiercely repressed any Islamist sentiment. Since the overthrow of the regime in January 2011, religious groups have sprouted up. Ennahda won an historic election last fall and allied itself with two secular

parties, but hardline groups, including al-Qaida, say the government is not doing enough to implement Islamic law.

The leader of Ennahda, Rachid Ghannouchi, said in an interview that Ayman al-Zawahri, the leader of al-Qaida who recently condemned Tunisia, was “a catastrophe for Islam and Muslims.”

“We are against extremism regardless of the ideology, whether secular or Salafi, and the law must be applied to all those who violate it,” he said.

Tunis, the capital, was calm on Wednesday after days of violence swept across the country.

On Tuesday in Sousse, a mob attacked the local palace of fine arts and attempted to set it on fire with firebombs. In some areas young men took up weapons to protect their neighborhoods from religious extremists, according to the state news agency.

Late Sunday, hundreds of extremists destroyed artworks at an exhibit in the Tunis suburb of La Marsa that included paintings that caricatured Mecca, portrayed a nude woman and showed the word “Allah” spelled with strings of ants.

Monastir on the coast, as well as Ben Guerdane on the Libyan border also witnessed similar violent protests.

The art gallery in Tunis has since been closed by the government. Minister of Culture Mehdi Mabrouk said while the government supports the freedom of expression, it is opposed to any insults to religion.

Interior Minister Ali Larayedh accused “extremists from the right and left” of being behind the violence. He also said remnants of the old regime and bands of criminals could also be involved and warned that “no one was above the law.”

The government, many of whose members were once imprisoned by the old regime, had taken a cautious approach to the Salafist protests but appears to be taking a firmer line after this week’s riots.

Associated Press writer Paul Schemm contributed to this report from Rabat, Morocco.

<http://www.espacemanager.com/divers/tunisie-emeutes-et-violence-206-individus-arretes-et-67-policiers-blesses.html>

13/06/2012 | Mise à jour : 21:26

Tunisie : Emeutes et violence - 206 individus arrêtés et 67 policiers blessés

Le nombre des individus arrêtés suite aux événements qui avaient secoué le pays ces dernières 72 h a atteint les 206, alors que le nombre des policiers blessés a atteint 67.

Selon les premiers éléments de l’enquête, les violences nocturnes ont été provoquées par des groupes "mixtes" mêlant salafistes et malfaiteurs, qui se sont rassemblés en soirée en plusieurs villes du pays.

Les premiers éléments de l'enquête révèlent que les prévenus sont en majorité des repris de justice, des salafistes, des salafistes djihadistes, des membres de gangs et des criminels.

http://www.leral.net/Couvre-feu-en-Tunisie-secouee-par-des-emeutes_a42905.html

Couvre-feu en Tunisie, secouée par des émeutes

Mercredi 13 Juin 2012 - 20:08

Les affrontements ont débuté après que des salafistes s'en sont pris à un Salon artistique dans la banlieue de Tunis.



Le couvre-feu a été instauré à Tunis, mardi 12 juin, de 21 heures à 5 heures du matin, et dans sept autres gouvernorats du pays, à Ben Arous, Manouba, l'Ariana, dans la banlieue de la capitale, mais aussi à Sousse, Monastir, Jendouba, Medenine et dans la ville de Ben Gardane, près de la frontière libyenne. Cette décision, prise par le Premier ministre, Hamadi Jebali, peu avant 20 heures, fait suite à une soudaine flambée de violence au cours de laquelle des salafistes et des jeunes ont affrontés les forces de sécurité, faisant plus de 100 blessés, dont 65 parmi les policiers, selon un premier bilan établi par le ministère de l'Intérieur.

En l'espace de vingt-quatre heures, des postes de police, des sièges de parti politique et celui de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), la puissante centrale syndicale, ont été incendiés, des routes bloquées en plusieurs endroits. A Sijoumi, un tribunal, spécialisé dans les affaires financières, a été la proie des flammes. «Nous sommes entrés dans une phase au cours de laquelle nous pourrions voir des incidents similaires se produire», a annoncé en fin d'après-midi, mardi 12 juin, le ministre de l'Intérieur, Ali Larayedh, devant l'Assemblée constituante tunisienne. «Nous nous attendons à ce que cela continue dans les jours à venir», a ajouté le ministre.

La situation a été jugée d'autant plus préoccupante qu'elle a correspondu avec la diffusion, abondamment relayée sur les sites Internet, d'un appel attribué à Ayman Al-Zawahiri, dans lequel le chef d'Al-Qaïda, successeur d'Oussama Ben Laden, incite les Tunisiens à réclamer la charia.

Puis la tension est encore montée d'un cran avec un autre message, d'un «chef» salafiste tunisien cette fois, Abou Ayoub, qui appelle dans une vidéo à «un soulèvement populaire»,

vendredi, tout en qualifiant de «pseudo-islamisme» la politique du parti islamiste au pouvoir, Ennahda. En octobre 2011, le même avait lancé les attaques contre la chaîne de télévision Nessma TV.

Les incidents, qualifiés «d'actes terroristes» par le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Khaled Tarrouche, ont commencé à éclater le 10 juin, jour de la fermeture de Printemps des arts, principale manifestation tunisienne des arts plastiques depuis une dizaine d'années, organisé au palais Abdellia, dans la banlieue chic de Tunis, à la Marsa. Plusieurs artistes y exposaient leurs œuvres récentes, leur angoisse aussi. Une majorité de peintures avaient pour thème principal des «barbus» ou des femmes en niqab. L'une des toiles particulièrement visées par les salafistes montrait une femme nue entourée d'hommes noirs portant la barbe avec, à la place du sexe, un plat de couscous. Un mobile géant monté sur un ring affichait des punching-balls avec des têtes de femme voilée, musulmane, juive ou chrétienne. Des tableaux-affiches inventaient les slogans «République islamique de Tunisie» ou «Niqab ni soumise».

Dimanche, un homme est venu avec un huissier faire un «constat» sur les œuvres exposées. Puis quelques salafistes sont entrés, aussitôt sifflés et suivis par la foule des invités dans une atmosphère électrique. «Des policiers m'ont demandé de retirer des œuvres, ce que j'ai refusé, et nous avons lancé un appel sur Facebook pour qu'un maximum de personnes viennent nous soutenir», expliquait alors Yosra Ben Ammar, une galeriste de 37 ans, qui exposait quelques-uns des artistes les plus contestés. La police s'est déployée devant le palais pour empêcher tout débordement, mais la nuit suivante, des affrontements ont éclaté avec des salafistes revenus plus nombreux.

Une poignée d'entre eux est parvenue à s'introduire à l'intérieur et a détruit quatre œuvres. «Les artistes sont aujourd'hui menacés, ils sont dans la ligne de mire. Faut-il faire de l'art officiel?», déplorait le lendemain matin, Aïcha Gorgi, une autre galeriste en découvrant des graffiti sur les murs du palais où l'on pouvait lire : «Mécréants. Ennahda, les salafistes et Hezb-ut-Tahrir [un parti salafiste non officiel] sont frères.»

Après le cinéma, la télévision, le théâtre, déjà la cible d'incidents à répétition, les artistes peintres ont désormais le sentiment d'être à leur tour visés par des extrémistes religieux. Cette chronologie a d'ailleurs inspiré un «manifeste des 70», intellectuels et artistes, pour dénoncer «l'idéologie islamiste [qui] avance pour imposer à la société tunisienne son ordre dogmatique».

Accusé de «complaisance», voire de connivence, avec les salafistes, le gouvernement dirigé par M. Jebali, secrétaire général du parti islamiste Ennahda, a réagi dans deux directions opposées: en procédant, d'un côté, à plus de 160 interpellations et en condamnant la violence, mais aussi en annonçant son intention de déposer une plainte contre les organisateurs de l'exposition et le dépôt d'un projet de loi... pour criminaliser «les atteintes au sacré». «L'atteinte au sacré est une ligne rouge, a prévenu devant la presse, mardi, Nourredine Khadmi, le ministre des Affaires religieuses, qui a lancé un appel au calme à travers une consigne passée aux imams officiels. Il faut respecter le peuple tunisien, sa dignité, sa civilisation et son histoire.» A ses côtés, Mehdi Mabrouk, le ministre (indépendant) de la Culture, a annoncé la fermeture du palais Abdellia.

Des gardiens de prison viendront renforcer la sécurité des tribunaux, a affirmé le représentant du ministère de la justice. «Ils ont reçu l'ordre d'utiliser tous les moyens, y compris les tirs à

balles réelles pour déjouer de nouvelles attaques», a-t-il précisé. Fin mai, Ali Larayedh avait déjà annoncé que les forces de sécurité seraient habilitées à recourir aux tirs à balles réelles en cas d'attaques «des institutions souveraines». Mardi, dans la nuit, la police menait des opérations de ratissage dans les quartiers populaires de Tunis. Ces incidents, les plus graves intervenus depuis des mois en Tunisie, risquent de porter un coup fatal au tourisme au moment où s'ouvre la période estivale.

Bien que toujours soumise à l'état d'urgence, la Tunisie n'avait plus connu de couvre-feu depuis mai 2011.

Isabelle Mandraud (Le Monde du Jeudi 14 juin 2012)

http://www.leral.net/Les-salafistes-mettent-au-defi-l-Etat-tunisien_a42927.html

Les salafistes mettent au défi l'État tunisien

Jeudi 14 Juin 2012 - 08:30

Une exposition d'art contemporain a servi de prétexte aux extrémistes pour déclencher des émeutes.



Jamais la Tunisie n'avait connu des violences d'une telle ampleur depuis la révolution et les quelques semaines qui suivirent la chute de Ben Ali. Dans la nuit de lundi à mardi puis le lendemain, des émeutiers ont incendié ou vandalisés des commissariats, une annexe de tribunal ainsi que d'autres symboles de l'État tout autour de Tunis et ont été confrontés aux forces de l'ordre. La colère s'est limitée dans un premier temps aux alentours de Tunis, dans les banlieues bourgeoises que sont Carthage ou La Marsa ou dans des quartiers plus populaires de la capitale, avant de s'étendre à d'autres villes du pays comme Sousse ou Jendouba.

Selon plusieurs témoins, des hommes aux attributs salafistes seraient les auteurs de ces troubles. Le ministère de l'Intérieur confirme, précisant toutefois que des voyous, auteurs de pillages, ont gonflé les rangs des émeutiers dont il est difficile d'estimer le nombre.

Un jeune homme de 22 ans, présenté comme salafiste, a trouvé la mort mardi soir à Sousse (Est). Il avait été atteint plus tôt dans la journée d'une balle dans la tête lors d'affrontements entre manifestants et policiers.

Mercredi, les autorités faisaient état de 165 interpellations parmi lesquelles des salafistes mais

aussi des personnes sans appartenance partisane déjà connues de la justice.

«L'art doit être beau mais n'a pas à être révolutionnaire»

Comme en octobre dernier avec la diffusion du film *Persepolis* sur une chaîne tunisienne, c'est l'art qui est à l'origine de ces violences. Le Printemps des arts, une foire d'art contemporain, exposait jusqu'à dimanche dernier des œuvres que les plus radicaux ont jugé blasphématoires. Dans le palais Abdellia de La Marsa, sous tutelle du ministère de la Culture, des peintures ou installations ont provoqué la colère des salafistes jusqu'à pousser certains d'entre eux, selon toute vraisemblance, à pénétrer dimanche soir dans la cour de l'ancien palais et y détruire ou lacérer plusieurs de ces œuvres.

Parmi les toiles incriminées, l'une représentant un homme barbu, énervé, que des islamistes radicaux considèrent comme la représentation du Prophète, chose proscrite par l'islam. Les bustes de trois femmes enfouis dans un sol recouvert de pierres ainsi qu'une peinture montrant une femme nue le sexe caché par un plat de couscous et surveillée par des hommes barbus ont eux aussi choqué. Ces deux œuvres sont présentes dans le catalogue de l'exposition. Une commission du ministère de la Culture était même venue la semaine dernière en délégation au palais pour procéder à l'achat de plusieurs tableaux. À ce moment-là aucune critique n'avait été émise par les officiels. Pourtant mardi soir, après le coup de poing salafiste, et alors que le Printemps des arts était terminé depuis deux jours, le ministre tunisien de la Culture, Mehdi Mabrouk annonçait sa décision de fermer la galerie momentanément et de déposer plainte contre l'association organisatrice «qui n'a pas respecté ses engagements». Pour le ministre «ces œuvres sont d'un niveau artistique très médiocre. L'art doit être beau mais n'a pas à être révolutionnaire». Il confiait également au *Figaro* que «l'art ne doit pas porter atteinte au sacré et aux symboles et que pour assurer la liberté des artistes, il faut éviter la provocation».

Couvre-feu

Le gouvernement cautionnerait-il ainsi les débordements salafistes? Khaled Tarrouch, porte-parole du ministère de l'Intérieur, a condamné toute violence, qu'elle soit commise par des salafistes ou par de simples citoyens. Le ministre de la Justice, Nouredinne Bhiri, complétait en considérant les attaques contre des établissements publics comme des «actes terroristes», allant jusqu'à promettre «que les personnes arrêtées seront jugées en vertu des lois antiterroristes établies sous le régime Ben Ali». Le couvre-feu a été instauré.

Vendredi, les autorités tunisiennes seront une nouvelle fois soumises à l'épreuve de la fermeté. Le mouvement salafiste djihadiste Ansar al-Charia (Les partisans de la charia) appelle tous les Tunisiens à manifester après la grande prière contre les «atteintes à l'islam». L'imam Abou Ayoub, leader radical, a lui aussi exhorté les Tunisiens à se soulever «en réponse à ceux qui se moquent de l'islam». En octobre 2011, c'est lui qui avait appelé à attaquer la chaîne de télévision Nessma pour avoir diffusé *Persepolis*. L'appel avait été suivi par plusieurs centaines de salafistes.

LIRE AUSSI:

» La Tunisie vise 10 millions de touristes d'ici à 2016

Par Thibaut Cavallès

Tunisie : déçus par la révolution, galvanisés par la religion

Le Point.fr - Publié le 14/06/2012 à 19:44 - Modifié le 15/06/2012 à 11:18

À Cité Intilaka, l'une des villes secouées mardi par des émeutes, les habitants comprennent les violences. Leur cible : les modérés d'Ennahda.



Des émeutiers à Sousse, le 12 juin. © Med Amine Ben Aziza / Citizenside

Des émeutes ont éclaté dans la nuit de lundi à mardi et mardi toute la journée dans plusieurs régions de la Tunisie, dont Cité Intilaka. Certains boivent de l'alcool, d'autres fument des drogues, mais tous ont "défendu" l'islam.

À Cité Intilaka, banlieue populaire de Tunis, la vie reprend son cours. Le métro circule de nouveau. Quelques klaxons de voiture retentissent. Des traces de pneus brûlés, des pierres et des cartouches de gaz lacrymogènes qui traînent sur le sol témoignent des affrontements qui ont opposé les forces de l'ordre aux manifestants pendant près de 24 heures. Mais dans les rues, ce mercredi 13 juin, pas un seul policier ou militaire.

"Il y avait environ 2 000 personnes dans la rue à cause des dessins. Il ne faut pas s'attaquer à Dieu, c'est un sujet très sensible", explique le gérant de la librairie Nasser, qui fait l'angle devant la station de métro. Il sort de son tiroir une feuille A4 sur laquelle figurent quatre peintures. Ces affichettes auraient été accrochées aux murs de la ville et étaient censées représenter les tableaux de l'exposition du Printemps des arts. Trois d'entre eux étaient bel et bien exposés au palais Abdellia, à La Marsa, mais le quatrième qui représente Mahomet sur un âne en train de chevaucher La Mecque ne l'était pas.

"Ces images nous ont tous choqués. Ce sont des salafistes, mais aussi des voleurs et des gamins de 14-16 ans qui manifestaient", témoigne un serveur du Café de l'oasis, qui avait vidé sa terrasse la veille. "Beaucoup sont des jeunes en manque de sensations fortes", nuance, de son côté, Hichem, étudiant en informatique.

"C'est la faute d'Ennahda"

"Le gouvernement s'est moqué de nous ! On veut qu'il réagisse à ces dessins", fustige Marouan Ghribi, pour qui la décision de porter plainte pour "atteinte aux valeurs du sacré" contre les organisateurs de l'exposition est "insuffisante". Qamis, barbe en bataille, n'y va pas par quatre chemins : "Les responsables de ces images doivent être jugés selon la loi islamique.

Selon la religion, tous ceux qui touchent au Prophète ou à Allah doivent être tués", assène ce vendeur de prêt-à-porter, père de deux enfants. Il sait pourtant que, fin mars, le mouvement Ennahda, dominant au sein de l'Assemblée constituante, a déclaré que la charia ne serait pas inscrite dans la Constitution. Une décision dénoncée dimanche par le chef d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri. "Pourquoi ils se sont présentés comme des islamistes ? Le peuple ne votera pas pour eux aux prochaines élections", lance Marouan.

"Tout ça, c'est la faute du gouvernement d'Ennahda. C'est lui qui a pris cette décision d'exposer. C'est la faute du ministre de la Culture", dénonce un jeune homme âgé de 16 ans portant une casquette militaire. Le palais Abdellia, où se tenait l'exposition tant controversée, se trouve être sous la tutelle du ministère de la Culture. La voix éraillée, l'adolescent soulève son tee-shirt pour montrer la brûlure laissée par une grenade lacrymogène prise en pleine poitrine la veille. Un de ses doigts est pansé. "On manifestait pacifiquement. Puis la police est arrivée et a tiré des gaz lacrymogènes", raconte-t-il. À ses côtés, un autre jeune homme du même âge ramasse une cartouche tombée au sol. Dans la nuit de lundi à mardi, les forces de l'ordre ont tiré en l'air pour disperser les manifestants. "Ils nous tiraient dessus avec des balles qui ne tuent pas", explique le lycéen. Des balles à blanc ? "Non, des balles qui lâchent de petits projectiles."

Choisir entre les bars et la mosquée

Les vitres du café Le rendez-vous sont brisées. "Une personne a sauté par la fenêtre du premier étage, parce que la police a envoyé des grenades lacrymogènes à l'intérieur. Elle a les deux jambes brisées", explique Wahid Rajhi, le propriétaire. Lui se vante de boire de l'alcool. La prière ? "Des fois", répond-il, ce qui ne l'empêche pas de "donner raison aux salafistes". Les cheveux grisonnant, il explique de manière pointilleuse : "Il y a des choses dans la vie qui sont très sacrées. On ne joue pas avec la religion. La religion passe avant tout, même avant les parents ! Salafistes ou pas, il faut respecter la religion." Contradictoire ? "C'est très personnel, la religion. Je peux boire et prier. Avant [sous Ben Ali, NDLR], quand on allait à la mosquée, on était suivis. Et on ressortait sans passeport ni travail. Mais on avait la religion dans nos coeurs. Maintenant, on est libres. Avec Ennahda, je peux choisir entre les bars et la mosquée", sourit cet homme qui porte de grosses lunettes de soleil noires.

"Moi, je fais pas la prière, mais je suis allé manifester. On a attaqué ma religion", lâche Mohamed, 21 ans. Devant les regards interrogatifs des adolescents à ses côtés, il justifie : "Je suis étudiant, je ne peux pas pratiquer correctement." Lui n'est "pas du côté des salafistes. Mais ils font des choses bien. Ils collectent de l'argent pour aider les veuves, par exemple. Et ils ont protégé des bâtiments qui allaient être attaqués [mardi] soir [premier soir du couvre-feu, NDLR]. Ils sont bien."

"La religion, on grandit avec"

Du haut de ses 17 ans, Najeh est, lui aussi, allé protester "à cause des dessins qu'il a vus sur Facebook". Mais sa cible, c'était la police : "Elle ne nous donne aucune liberté. Ceux qui fument des joints prennent le risque d'aller en prison pendant un an et de ne pas avoir de travail après. C'est pas normal." En rougissant, celui qui se vante d'avoir fait la révolution avoue fumer des joints. En janvier 2011, Cité Intilaka était l'un des principaux foyers de contestation de la capitale. "En fait, c'était pas une révolution. Rien n'a changé. On a toujours la pauvreté et le chômage."

"Certains vont dire que c'est de la démagogie, mais c'est pas ça. Je comprends ceux qui ont manifesté. L'adoration du Prophète et d'Allah unit tout le monde ici. Personne ne nous l'impose, on grandit avec", rappelle Hichem. Assis sur des marches, à l'ombre d'un magasin fermé, il estime que "la liberté d'expression absolue n'existe pas et n'a jamais existé. Dans n'importe quelle société, il y a des tabous."

<http://www.lematindz.net/news/8409-la-tunisie-leve-le-couvre-feu-decrete-apres-les-emeutes.html>

La Tunisie lève le couvre-feu décrété après les émeutes

Mots clés : Ennahda, salafistes, Tunisie, Ben Ali, affrontements, couvre-feu, Menaces

Par Le Matin DZ/Reuters | 16/06/2012 10:16:00 | 279 lecture(s) | Réactions (0)

La Tunisie a levé vendredi un couvre-feu décrété mardi soir après des émeutes menées par des centaines de salafistes hostiles à une exposition artistique qu'ils jugent insultante pour les musulmans.



Un semblant de calme est revenu à Tunis et les autres régions.

Un homme a été tué au cours des affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont commencé à Tunis dans la nuit de lundi et mardi, et se sont ensuite étendus à d'autres régions. Des appels à manifester pour défendre la religion ont été lancés vendredi, à la fois par des dirigeants salafistes et des responsables d'Ennahda, le parti islamiste modéré au pouvoir.

Les manifestations ont finalement été annulées après le refus par le ministère de l'Intérieur d'autoriser les rassemblements, calmant les craintes quant à une recrudescence des violences.

"Après l'amélioration de la sécurité (...), les ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale ont décidé de lever le couvre-feu", a annoncé par la suite le ministère de l'Intérieur sur sa page Facebook.

Les émeutes furent parmi les pires violences depuis la chute du président Zine Ben Ali, le 14 janvier 2011, à la suite d'une révolution qui a donné le signal du *"printemps des peuples arabes"* dans toute la région.

Les violences placent dans une situation difficile Ennahda, qui doit concilier la pression de sa base islamiste avec les exigences des deux petites formations laïques siégeant avec lui dans le gouvernement de coalition.

Tunisie : 141 personnes arrêtées

lundi 18 juin 2012 - 19h10

MAI

Plus de 140 personnes, en majorité des salafistes, ont été arrêtées en Tunisie et inculpées pour les attaques de postes de police et l'incendie d'un tribunal à Tunis pendant les émeutes des 11 et 12 juin, a-t-on appris aujourd'hui auprès de l'Intérieur. Parmi les personnes arrêtées figure également l'imam d'une mosquée de Jendouba (nord-ouest), interpellé samedi pour avoir appelé au meurtre de policiers lors de la grande prière vendredi, a précisé un responsable du ministère. L'imam avait déclaré dans son prêche que « les enfants de policiers devaient devenir des orphelins », a expliqué ce responsable. Un autre imam, qui officiait à la grande mosquée de la Zitouna à Tunis, a été interdit de prêche par le ministère des Affaires religieuses après des appels au meurtre contre les artistes proférés lors de la prière du vendredi. Les personnes arrêtées à travers le pays (une trentaine de délinquants et le reste appartenant à la mouvance salafiste) ont toutes été écrouées, a ajouté la source du ministère de l'Intérieur, précisant que le bilan des arrestations était celui diffusé samedi. Quelque 70 jeunes qui avaient été arrêtés dans la foulée des violences ont été relâchés, a-t-elle ajouté. La Tunisie a connu lundi et mardi dernier une flambée de violences simultanées dans plusieurs villes, dont la capitale, qui ont fait un mort et plus d'une centaine de blessés. Une exposition dont des œuvres avaient été jugées blasphématoires par des salafistes a servi de détonateur aux émeutes. (AFP).

<http://nawaat.org/portail/2012/06/22/tf1-les-salafistes-et-nous/>

TF1, les salafistes et nous

By Sana Sboui | June 22, 2012 |

La semaine dernière des émeutes ont eu lieu dans le pays. Les rumeurs racontent que des salafistes énervés ont voulu protester contre des oeuvres d'art exposées au Palais Abdellia. Reste qu'en visionnant les images des émeutes on s'est vite rendu compte qu'il y avait peu "d'hommes à barbe" parmi les casseurs. La chaîne française TF1 a tout de même décidé de profiter des événements pour diffuser à ce moment précis un reportage résumant les événements en lien avec des salafistes en Tunisie, un reportage très "sobrement" intitulé : "La menace".

A travers ce reportage la journaliste met en avant une partie seulement de la réalité de la situation tunisienne en parlant des violences exercées par certains "salafistes". Mais en l'absence de contre point, outre un ton exagérément sensationnaliste, avec une musique de fond digne d'un film de terreur, le rendu journalistique de TF1 ne va que dans un sens : celui de la peur et de l'amalgame.

Ton grave de rigueur pour le lancement du sujet du magazine d'information "Sept à huit" du dimanche 17 juin 2012: "*Les fondamentalistes musulmans menacent-ils le retour à la démocratie après la chute de Ben Ali ?*" s'interroge le présentateur Harry Roselmack. Pardon ? Le retour de quoi ? Pendant un instant je fixe l'écran en m'interrogeant : quelle partie de l'histoire de la Tunisie ai-je raté pour ne pas me rappeler de la période où le pays a vécu un régime démocratique ?

M. Roselmack, insinuez-vous ici que, sous le régime de Ben Ali, un système démocratique était en place ? Ou peut-être sous Bourguiba ? Ou parlez-vous du temps béni des colonies ? Ainsi en n'admettant que l'on ne retienne comme seul critère de démocratie l'organisation d'élections libres (passons sur les droits des individus, la transparence, la liberté de la presse...) le 23 octobre 2011 est la seule date démocratique à retenir.

Comment, alors, les « salafistes » peuvent-ils empêcher le retour d'un système qui n'a jamais existé ? Je n'en ai aucune idée, mais il me semble que votre journaliste va m'éclairer sur ce point, tout en me faisant découvrir un monde dans lequel je vis, mais dans lequel j'ai l'impression de ne jamais avoir mis les pieds.

C'est parti, la caméra TF1 tourne, la voix off commente : *“Distribution de gâteaux [par des salafistes] à des gamins qui n'en ont jamais mangé de leur vie...”* Vraiment ? Par “jamais” vous voulez dire : jamais jamais ou juste pas “très souvent” ? Non, parce que je n'ai pas encore croisé d'enfants, dans tout le pays, qui n'ont jamais mangé de gâteaux Break à 350 milimes, environ 20 centimes d'euros.

Alors je m'interroge : à quel moment la journaliste s'est dit : “Tiens ! Faisons du misérabilisme.” A deux heures de vol de Paris des enfants pieds nus qui ne mangent pas de gâteaux et dont les parents mangent des racines. D'ailleurs je ne sais pas si dans le reste de vos rush la mère de famille dit clairement que ses enfants dorment le ventre vide, parce que dans le morceau diffusé ce n'est pas le cas. Pourtant nous avons été trois à tendre l'oreille.

Allez on va mettre ça sur le compte de la mauvaise traduction. Soyons sympa. N'allons pas ici parler de sensationnalisme, d'amalgame, d'idées reçues. Disons juste qu'en frappant bas vous essayez de vous rattrapper de 10 ans de sujets biaisés qui montraient une Tunisie faite de plages et de soleil et de gentils hôtes qui souriaient toute la journée.

Permettez-moi tout de même de vous signifier qu'entre les deux tableaux il y a un juste milieu que j'aimerais vous dépeindre en deux phrases : la Tunisie traverse une période difficile, faite d'insécurité et d'instabilité et pour cause nous ne cherchons pas à faire revenir la démocratie, nous cherchons à la mettre en place ! Et comme dans n'importe quel jeu de pouvoirs chacun essaie, dans un dernier sursaut, de sauver sa tête et de se remplir les poches.

Cher Harry, chère Stéphanie, cher Mathias, ce détail est sans doute insignifiant pour vous, préoccupés que vous semblez être à propager la peur de “la menace”. Une question alors me vient à l'esprit : êtes-vous actionnaires chez un quelconque fabricant d'anxiolytiques ?

En regardant les 15 minutes de reportage je me suis dit que c'était un beau gâchis : toute cette énergie déployée pendant des mois pour filmer les différents événements, pour trouver les bons interlocuteurs, pour vous déplacer, pour trouver un bon fixe et gagner la confiance des membres de l'association “salafiste”...tout ça pour ça. Vous étiez à deux doigts de nous éclairer, nous spectateurs, sur la réalité de la situation. Il aurait suffi pour cela de réaliser une interview avec un membre des forces de l'ordre et avec des habitants du coin qui sont loin d'être terrorisés.

Car il y a en a plein. Oui oui, je vous assure, je les ai rencontrés. Tout ce qu'on lit dans leurs yeux c'est de la lassitude. Ils attendent, impatients, que l'image biaisée que l'on donne de Sejnane, s'efface. Qu'on les montre, eux, qui continuent leur vie tranquillement : les agriculteurs, les potières, les ingénieurs, les cafetiers... Voilà la première chose que je

reproche à votre reportage : le manque de contre point. Et c'est pourtant ça qui fait la différence entre un travail de journaliste et un travail de communicant : le croisement des points de vue.

Votre reportage nous fait croire que la Tunisie est en train de sombrer sous "la menace" salafiste. Au fait vous avez balancé de bout à bout tous les événements qui se sont déroulés... pendant plus d'un an, sans prendre le temps de les situer réellement temporellement. Sans prendre le temps de tempérer, de relativiser. En condensant en quelques minutes des événements espacés dans le temps et sans recourir à un contre point, vous avez opté pour une ligne droite : celle de la peur.

En effet, vous créez l'amalgame en procédant de la sorte car vous rassemblez en moins de 15 minutes des événements qui ont eu lieu sur plusieurs mois sans vraiment l'expliquer clairement.

Récapitulons les événements dont vous parlez :

Les salafistes à l'université de la Manouba : novembre 2011.

Les journalistes qui défendent "la laïcité" : janvier 2012

Le jeune homme qui s'est fait attaqué et porte une blessure à la main : agression en décembre 2011

Le jeune homme vidéaste blessé à la jambe : agression juillet 2011.

Si bien qu'en regardant les images des habitants de Sejnane en manteau je m'interroge sur la date de votre tournage. Au pif : février, mars 2012 peut-être. Allez soyons sérieux : il fait plus de 25°C dans le pays depuis presque trois mois maintenant.

Finalement depuis le mois de juillet 2011, combien de manifestations de soutien aux libertés, combien de conférences, de colloques, de formations, de mouvements de la part des citoyens tunisiens qui ne se reconnaissent pas dans cette poussée de violence ?

En omettant cela dans votre reportage vous donnez aux téléspectateurs une image tronquée de la Tunisie.

D'ailleurs parlons d'un mouvement qui n'en finit pas : les citoyens devant l'Assemblée Constituante. Tous les jours devant l'ANC des dizaines de personnes attendent les députés et protestent : pour faire baisser le prix du kilo de tomate, pour augmenter les aides, pour des petites affaires personnelles... Tous les jours les citoyens viennent à la rencontre de ceux qu'ils ont élu et mettent en place une démocratie participative sans barrière, sans le savoir. Tous les jours des Tunisiens restent devant les grandes grilles vertes de l'Assemblée et obligent, de ce fait, la démocratie à se mettre en place. Où sont les caméras et les appareils photo des journalistes avides d'instantané ?

Quand tous ces journalistes filment, photographient, assistent à des manifestations de groupes "salafistes" pourquoi ne se retournent-ils pas pour observer les réactions du reste du peuple tunisien : ce peuple étonné, ne se reconnaissant pas dans ces manifestations de violence et de haine ? Ce peuple tranquille et patient qui se dit que la révolution se fait ainsi : en ouvrant la possibilité de parole à tous ? Pourquoi ne regardent-ils pas les badauds observer ces hommes en noir et se dire que ce ne sont que des caprices d'enfant qui passeront avec le temps ?

Empêtrés dans vos peurs vous semez l'angoisse. Parce que vous n'êtes pas journaliste, vous êtes vendeur de yogourt et que de ce fait on ne peut malheureusement exiger aucun signe de conscience professionnelle de votre part : "Regardez Mesdames et Messieurs : de méchants islamistes qui envahissent le monde" mais, juste après la pub. TF1 n'a jamais été réputée pour son niveau journalistique. Le problème c'est qu'avec cet exercice vous entérinez une fois de plus cette affirmation.

Vous vous contentez de stigmatiser : notre saison touristique n'est pas assurée et une partie de notre économie, de nombreuses familles dépendent de cette activité. Sans argent, sans revenu la misère s'étend, l'ignorance avec. La misère est un terreau favorable à la violence et à l'extrémisme. Vous êtes les extrémistes ! Vous nous condamnez !

Les groupes salafistes existent, ils mènent des actions, c'est clair. Le ministère de l'Intérieur ne semble pas savoir comment agir et nous sommes dans une situation difficile à gérer. Mais rien ne justifie les raccourcis que vous faites.

Alors si vous n'êtes pas actionnaires d'antidépresseur peut-être voulez-vous vous assurer des vacances au Maroc tout frais payés ? Les présidentielles et les législatives étant passées lors de la diffusion de votre sujet je ne peux y lire aucune tentative de détournement de vote. Ouf ! Il s'agirait d'argent plutôt que d'idéologie, je suis rassurée. TF1 reste dans sa droite ligne.

<http://www.reuters.com/article/2012/06/27/uk-tunisia-artists-islam-idUSLNE85Q02Z20120627>

Art show riot reflects religious divide in new Tunisia



By Lin Noueihed

TUNIS | Wed Jun 27, 2012 10:32am EDT

(Reuters) - The artist agreed to be interviewed but asked not to be named. Picking up a piece of work vandalised by Islamist zealots at a recent arts fair in a suburb of Tunis, she said: "Don't describe it or people will know who I am."

Tunisian artists have gone to ground since Salafi Islamists broke into Abdeliya Palace on June 10 and destroyed a handful of works at the Printemps des Arts fair to protest against art they deemed insulting to Islam, then ran riot for days.

One of the most controversial works on display was an installation depicting veiled women as punching bags. Another showed veiled women in a pile of stones, a comment on the stoning of adulteresses in Islam. The work that caused most anger spelt the words "Sobhan Allah" or "Glory to God" in ants.

While condemning the violence, which killed one person, the culture and religious affairs ministers also criticised the artists for crossing the shifting limits of free expression.

Tempers have since calmed. But the incidents were the latest to raise fears among secular intellectuals that the freedoms won when last year's revolt ousted secular dictator Zine al-Abidine Ben Ali are slowly being circumscribed by religious mores imposed by zealots, not the once-feared police.

"Under the old regime, if you didn't touch on Ben Ali or those that surrounded him, you were alright," said the artist. "Now, the definition of what is forbidden is expanding and it could include anything because art is about interpretation.

"They are targeting the people who ask questions, the intellectuals ... anyone who can think and make others think. Journalists, students, artists. Maybe we represent a danger and will push others to refuse something or maybe we don't correspond to their model of the Tunisian."

The artists' union has threatened to sue the ministers, and a petition to support Tunisian artists is circulating online, but the tight-knit community has been careful not to draw attention to those whose work was on display after a listing of artists' names on Facebook caused deep anxiety.

Comments by a leading Tunisian cleric, later censured, suggesting that the offending artists should be killed has raised further fears that they could face physical attack.

IMPOSING CONSERVATIVE VALUES

The dispute mirrors a wider divide that has dominated Tunisian politics since October, when the Arab Spring's first election ushered in a government led by the moderate Islamist Ennahda, which was banned under the old regime.

On one side stand the many Tunisians who see the revolution as an opportunity to express a religious identity suppressed by Ben Ali and independence leader Habib Bourguiba, who crushed Islamists of all stripes, sending thousands into jail or exile.

On the other are Tunisia's Francophile elites, its urbane intellectuals, artists, academics and business people, who closely guard their secularist principles and see the end of dictatorship as a chance to broaden freedom of expression.

Meriem Bouderbala, one of the curators at Printemps des Arts, hugs her knees and flits between a smattering of English and the French she naturally speaks after growing up in France.

Framed works of original art lean casually against walls around her villa, which has the relaxed feel of an artistic retreat.

"After the revolution, artists had a feeling of freedom. They wanted to express freely. They produced very powerful art," she said.

"The artists were not expecting this reaction. That is why they feel so fragile. They turned to the government but it is not supporting them so they feel they have hit a wall."

Bouderbala said artists should reach out more to ordinary people and avoid elitism. The unnamed artist agreed that it was imperative to take art from the galleries to the street. But the gulf is wide.

From the bearded youths who sell religious tracts outside Tunis' Fateh Mosque to the fashionistas who crowd the clubs in upscale suburbs, Tunisians can seem to inhabit different worlds.

While analysts say their numbers are not significant, Salafis, who follow a puritanical interpretation of Islam, want to live in an Islamic state ruled by sharia, or Islamic law. They do not believe in democracy and many did not vote.

They want the Koran for a constitution and dismiss the lively debates between secularists and moderate Islamists over the shape of the new constitution currently being drafted.

Many ordinary people have little sympathy for the artists.

"The secularists should stop provoking Muslims because it will cause a reaction, even among people who don't pray," said Moncef Isaimy, who runs an Internet cafe in a working-class part of Tunis where some of the worst rioting took place.

ENNAHDA'S DILEMMA

Caught between such conflicting visions for the new Tunisia, Ennahda has promised not to name sharia as a source of legislation in the new constitution. But a surge in violence has fuelled concerns that the ruling party is either unable or unwilling to rein in extremists seeking to impose their values.

Attacks on alcohol vendors in Sidi Bouzid, the central town where the Arab Spring began, sparked clashes last month. Salafis have rampaged through the northwestern town of Jendouba.

An often violent standoff at Manouba University - between Salafis demanding female students be allowed to wear the face veil and a principal who refuses to bend on the issue - has lasted for months.

Ennahda leader Rachid Ghannouchi has repeatedly said that in the new Tunisia, Islamists would not be jailed for their opinions, as they were under Ben Ali, but only for their deeds. Ennahda points to its tough response to the riots as proof that it is living up to its pledge to punish violence.

But secularists suspect the group at best sympathises with extremists and at worst is in cahoots with them to ultimately transform Tunisia into an Islamic state.

Little has changed for Tunisian women since the revolt, but Meriem Zeghidi, a spokeswoman for the Tunisian Association for Democratic Women, worries that basic rights in marriage and divorce won since independence in 1956 are now in danger.

Feminists are demanding women's rights be enshrined in the constitution to protect against creeping religious conservatism.

"The Salafis are people who are behaving undemocratically in the street. These are people who adopt violence and that is worrying because everything that happened from the January 14 revolution to the elections was peaceful," she said.

"We must ask ... why the government is doing and saying nothing about this?"

Locally-made wine still flows in Tunisia's restaurants and its beaches are crammed with bikini-clad bodies at the weekend.

But the riots have catapulted the debate on the limits to freedom of expression to the top of the political agenda.

The media have already come under threat. Earlier this year, a court fined a television boss for airing the animated film *Persepolis*, which angered some Tunisians with its depiction of God, banned in Islam. A newspaper publisher was fined over a photo of a Tunisian-German footballer with his apparently nude girlfriend.

Members of parliament, mostly from Ennahda, have suggested that future violence could be averted by passing a law banning blasphemy, which would simply discourage provocative work.

Secularists say this would take Tunisia into dangerous territory. Who, they ask, decides where these red lines are?

For Bouderbala, the government is using the tumult over the 10th edition of Tunis' annual Printemps des Arts fair, which by many accounts was its most artistically powerful, as a pretext to set wider limits on freedom in the new Tunisia.

"This is a first step towards dictatorship. They are afraid of artists because they cannot be controlled. To put in place laws with religion-based red lines is to control," she said.

"Many people will self-censor. They are afraid because it is a matter of life or death but ... artists adapt to any situation ... Artists are visionaries. They find a way." (Editing by Sonya Hepinstall)

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gSy4uaHpGPjjygDq-Y-85o8BMLAQ?docId=CNG.5c96890db81119c59b43a9715acd76bf.461>

Tunisia releases official held for 'un-Islamic' art riot

(AFP) – 2 days ago [28 juin]

CARTHAGE, Tunisia — A Tunisian court on Wednesday released a court officer who is accused of inciting a wave of riots by condemning an art exhibit as offensive to Islam, his lawyers told AFP.

"My client has been set free and the verdict will be delivered on July 4," attorney Fathi Layouni said of his client, Mohamed Ali Bouaziz, who was arrested last week and faces up to a year in prison.

Bouaziz is accused of triggering the rioting that engulfed several parts of the country on June 11 and 12, which left one dead and more than 100 wounded, by calling for a protest against an exhibit at a gallery in northern Tunis.

The exhibit included a painting of a naked woman with bearded men standing behind her and a piece spelling the word "Allah" with a file of ants.

During his hearing Wednesday at a court in the northern city of Carthage, Abdelaziz said that after stumbling across the exhibit "by accident" on June 10, he had gone to his neighbourhood mosque and showed photos of the "offensive" works, calling for a protest at 6:00 pm.

"I left the protest at 7:30 pm at the police's request and I had nothing to do with what followed," he said.

Suspected Salafists -- who follow an ultra-conservative brand of Islam -- snuck into the gallery the same day and destroyed some of the works. The vandalism was followed by two days of violence.